

L'opposition libérale reste favorite des élections législatives au Danemark mais le scrutin devrait être serré

Corinne Deloy

Analyse

Le 27 mai dernier, la Première ministre danoise Helle Thorning-Schmidt (Parti social-démocrate, SD) a annoncé que les prochaines élections législatives auraient lieu le 18 juin prochain. Les 179 membres du Folketing, parlement monocaméral danois, sont élus tous les 4 ans mais depuis 1960, seuls 5 parlements sur 19 ont effectué une législature de cette durée. Le parlement sortant est d'ailleurs celui qui aura siégé durant le plus long mandat de l'histoire du Danemark, à l'exception de celui qui a gouverné le pays durant la Seconde Guerre mondiale entre 1939 et 1943. Dans le royaume danois, le chef du gouvernement peut annoncer la tenue d'élections législatives à son gré. Le plus souvent, il n'attend pas la fin de la législature mais organise le scrutin au moment qui lui semble le plus opportun.

La campagne officielle durera donc 23 jours. Cependant, les partis sont tous en campagne depuis le début de l'année.

Les élections décideront de l'avenir de la Première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt. Si elle échoue à s'imposer, elle sera très probablement remplacée par l'ancien Premier ministre (2009-2011) Lars Lokke Rasmussen (Parti libéral, V).

Le Bloc bleu, soit les 3 partis de la droite (Parti libéral (V), Parti du peuple (DF), Parti conservateur (KF)), a, dans les enquêtes d'opinion réalisées depuis le dernier scrutin du 15 septembre 2011, continuellement devancé le Bloc rouge, formé par le Parti social-démocrate (SD), le Parti socialiste populaire (SF), le Parti social-libéral (RV) et la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E). A ce jour, l'opposition a toujours une longueur d'avance dans les sondages préélectoraux mais la cote de la gauche a remonté ces derniers mois après les initiatives en faveur de la croissance prises par le gouvernement et la position ferme de la Première ministre sur les questions d'immigration.

« Le Danemark s'est remis sur les rails, nous sommes sortis de la crise. Il est temps de demander aux Danois s'ils veulent maintenir ce cap » a indiqué Helle Thorning-Schmidt le 27 mai. Ce jour-là, elle a également annoncé plusieurs mesures (pour un coût de 39 milliards de couronnes (5,2 milliards €) sur 4 ans) concernant la santé et la situation des personnes

âgées, l'éducation et la recherche publique dans les technologies vertes. Elle défend la poursuite des investissements dans l'Etat-providence tandis que le Parti libéral souhaite réduire le secteur public et le rendre plus efficace.

Selon la Première ministre, les Danois devront répondre à deux questions le 18 juin prochain : « *Tout d'abord, comment allons-nous faire pour nous assurer que le Danemark poursuive ses progrès et demeure prospère sans mettre notre bien-être et notre communauté en péril ? Et qui sera le meilleur Premier ministre pour le pays ?* ».

La création d'emplois, l'avenir de l'Etat-providence, notamment du secteur de la santé, la politique fiscale et l'immigration seront les principaux thèmes de la campagne électorale. Le résultat du scrutin du 18 juin promet d'être serré. Dans ce contexte, au-delà du programme défendu par chaque parti, la personnalité des dirigeants des 2 principaux partis – Helle Thorning-Schmidt et Lars Lokke Rasmussen – pèsera dans le vote des électeurs.

Une trentaine de parlementaires ne se représentent pas à ces élections législatives, une grande partie d'entre eux sont issus du Parti libéral.

EN DÉPIT DE SES RÉSULTATS, LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE PEINE À CONVAINCRE

En 2011, Helle Thorning-Schmidt est devenue la première femme à diriger le gouvernement danois. Sa coalition rassemble outre son propre parti, le Parti social-libéral et le Parti populaire socialiste et dispose du soutien de la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte et de 3 élus du Groenland et des îles Féroé.

Au pouvoir, les sociaux-démocrates ont œuvré à la relance de la croissance et de l'emploi et mené une gestion rigoureuse des finances publiques dans la continuité de celle conduite par les libéraux auxquels ils ont succédé. Cette politique a porté ses fruits : après 2 années de récession en 2012 et 2013, le pays a retrouvé la croissance (1% en 2014 (0,8% dans la zone euro) et 1,8% prévus en 2015). Le chômage est faible : 4,9% en mars dernier et 6,4% pour l'ensemble de l'année 2014, soit le 4e plus bas taux de l'Union européenne (9,8% en moyenne) derrière l'Autriche, le Luxembourg et Malte. En outre, le nombre de jeunes sans emploi (11%) est le plus faible d'Europe où la moyenne est de 21,4%. Les finances publiques sont saines (la dette nationale est basse : 45,2% pour 86,8% en moyenne des Vingt-huit). Enfin, l'indicateur de confiance des ménages s'élève à 1,62, soit au-dessus de la moyenne européenne (1,39), le 3e plus élevé après l'Irlande et le Royaume-Uni.

Le Danemark vient d'être classé par la Banque mondiale 1er pays d'Europe et 4e dans le monde pour les possibilités offertes aux entrepreneurs. La politique fiscale et l'accès facilité aux prêts bancaires expliquent ce bon résultat.

Lors de son annonce du scrutin législatif, Helle Thorning-Schmidt a rappelé les actions de son gouvernement au cours des 4 dernières années, évoquant par exemple la baisse du temps d'attente pour être soigné à l'hôpital ou le durcissement des mesures prises à l'encontre des immigrés et des réfugiés.

En dépit de ses résultats, l'économie danoise donne davantage l'impression de stagner que d'être véritablement repartie à la hausse. Par ailleurs, une partie des électeurs de gauche se déclarent insatisfaits de l'action de la Première ministre sortante à laquelle ils reprochent sa politique de rigueur budgétaire et son libéralisme. Helle Thorning-Schmidt a en effet baissé l'impôt sur les sociétés de 3 points durant son mandat

(de 25% à 22%). Elle a également réduit les bourses accordées aux étudiants, qui ne peuvent désormais excéder 5 ans (contre 6 auparavant), dans l'objectif de réduire ce budget de 2 milliards de couronnes d'ici 2020 (les étudiants danois reçoivent 5 839 couronnes – 782 €). Les syndicats sont également nombreux à exprimer leur mécontentement et accusent la chef du gouvernement d'avoir trahi les électeurs et d'avoir échoué à améliorer la vie des salariés. La Confédération des syndicats (Landesorganisationen, LO) critique ainsi le gouvernement sur 3 points : la faiblesse des allocations chômage (réduites par la coalition de gauche), l'abandon de la déduction fiscale pour les cotisations syndicales (ce qui constituait une promesse de campagne) et le vote de réformes qui affectent essentiellement les plus défavorisés. « *Je suis devenue Premier ministre en 2011 et je sais très bien que toutes nos actions n'ont pas été très populaires mais j'en assume l'entière responsabilité* » affirme Helle Thorning-Schmidt.

Au plan politique, le 30 janvier 2014, les 6 ministres du Parti populaire socialiste ont quitté le gouvernement pour exprimer leur désaccord avec la vente en novembre 2013 pour 8 milliards de couronnes (1,07 milliard €) de 19% de Dong Energy, compagnie publique productrice de pétrole, gaz et électricité (éolienne et thermique) dont le chiffre d'affaires était en 2012 de 67,2 milliards de couronnes – environ 9 milliards € –, à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. Selon les enquêtes d'opinion, la majorité des Danois étaient opposés à cette vente que le gouvernement a justifiée par un besoin de liquidités après des investissements à perte dans le gaz naturel. Affaiblie par ce départ, Helle Thorning-Schmidt a alors formé un nouveau gouvernement rassemblant les sociaux-démocrates et les sociaux-libéraux.

« *Actuellement, le Parti social-démocrate semble regagner des électeurs sur le Parti du peuple danois mais ceux-ci sont toujours moins nombreux que ceux qui l'ont précédemment quitté pour rejoindre les autres partis de gauche* » affirme Soren Risbjerg Thomsen, professeur de science politique de l'université d'Aarhus qui voit dans le regain de popularité du parti de Helle Thorning-Schmidt un succès des mesures que la Première ministre a pris récemment en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'amélioration du système de santé.

La chef du gouvernement se retrouve un peu dans la

situation de son prédécesseur Lars Lokke Rasmussen en 2011 : si son parti remonte dans les enquêtes d'opinion, son partenaire de coalition recule, ce qui *in fine* réduit les chances de son gouvernement de se maintenir au pouvoir.

LE BLOC BLEU, UN FAVORI À LA PEINE

Le Parti libéral espère retrouver le pouvoir

Le programme du Parti libéral comprend 5 points principaux : des baisses d'impôts pour les plus défavorisés, la réduction du chômage, une politique d'immigration plus stricte, la lutte contre le crime et une hausse des dépenses de santé. Ce dernier point est paradoxal puisque les libéraux sont opposés à tout accroissement des dépenses de l'Etat. Le principal parti d'opposition entend toutefois ne pas laisser la défense de l'Etat-providence au seul Parti du peuple et veut montrer qu'il n'est pas dépourvu de préoccupation sociale.

Jusqu'en 2011, la présence du Parti du peuple au gouvernement était exclue même si celui-ci est, contrairement à ce qui se passe en Suède, traité par les partis danois comme un parti comme les autres. Désormais, la question d'une coalition entre le Parti libéral et le Parti du peuple à la tête de l'Etat se pose et figure même au cœur de la campagne électorale. Plus encore, les 2 partis sont en concurrence pour le *leadership* de la droite.

Leur alliance pourrait achopper sur 2 points ; l'Etat-providence, que les populistes veulent à tout prix préserver, voire développer pour « *conserver un Etat-providence digne de ce nom* » selon les mots de leur dirigeant Kristian Thulesen Dahl, tandis que les libéraux sont partisans d'une stagnation des dépenses publiques ; et l'Europe, le parti libéral étant pro-européen quand les populistes sont favorables à une sortie de l'Union européenne. Le dirigeant du Parti du peuple a d'ailleurs précisé que si le Royaume-Uni choisissait de quitter l'Union européenne, le Danemark devrait à son tour organiser une consultation populaire sur ce thème. « *Nous devons suivre l'exemple britannique. Nous devons demander la renégociation des conditions d'adhésion à l'Union européenne afin de recouvrer notre souveraineté sur le contrôle de nos frontières, sur la politique d'immigration et sur la politique financière* » a indiqué

Morten Messerschmidt, député européen (DF, ECR), qui revient à la politique nationale et qui sera d'ailleurs candidat le 18 juin. « *Ce serait une erreur de se laisser attirer par la stratégie de David Cameron. Nous devons plutôt chercher une alliance avec Angela Merkel qui veut l'intégration européenne mais une alliance qui soit aussi compatible avec les spécificités des Etats membres* » a déclaré Lars Lokke Rasmussen.

Les 4 dernières années ont été difficiles pour l'ancien Premier ministre (2009-2011) qui a dû faire face à de nombreuses critiques venues de l'intérieur comme de l'extérieur de son parti. Il a été accusé d'avoir dépensé 770 000 couronnes (103 000 €) dans des hôtels de luxe et lors de voyages aériens en première classe aux frais de l'Institut de la croissance verte globale, organisation basée en Corée du Sud dont il était le président et qui perçoit 90 millions de couronnes (12 millions €) des contribuables danois. Il aurait également dépensé 24 600 € issus des coffres de son parti pour régler diverses dépenses personnelles, dont des achats de vêtements. Ces différentes affaires ont fortement déplu à certains Danois qui, selon les enquêtes d'opinion, se seraient tournés vers le Parti du peuple.

Le Parti du peuple danois entrera-t-il au gouvernement ?

Le Parti du peuple est une formation populiste eurosceptique qui œuvre pour une hausse des dépenses publiques, des lois sur l'immigration plus restrictives et la réintroduction des contrôles aux frontières. « *Le Parti du peuple se présente comme le Parti social-démocrate des origines, généreux sur le plan social et préoccupé par la situation des plus défavorisés* » affirme Marlene Wind, politologue. Jens Christian Grondahl, écrivain, indique que « *pour beaucoup d'électeurs, le Parti du peuple est devenu une formation social-démocrate alternative* ».

Le parti est favorable à l'arrêt de toute immigration non occidentale au Danemark et souhaite donner la priorité aux Danois sur les immigrés. « *Je pense que l'Etat-providence ne peut exister que dans une société plus ou moins fermée* » affirme le dirigeant du groupe parlementaire populiste au *Folketing*, Soren Espersen. Le parti demande l'arrêt de tout programme d'intégration

des immigrés dépendant de l'argent des contribuables. Il souhaite enfin interdire tout rassemblement familial avant que les immigrés présents au Danemark aient reçu des papiers leur permettant de résider dans le pays, c'est-à-dire le plus souvent 5 ans après leur arrivée.

Le parti n'a jamais eu une position aussi élevée dans les enquêtes d'opinion. Dirigé par Kristian Thulesen Dahl, il ne veut plus désormais être cantonné au rôle de partenaire de coalition et se positionne désormais en véritable *outsider* du Parti libéral comme du Parti social-démocrate. Son dirigeant aime à répéter qu'il joue pour gagner. En novembre dernier, pour la première fois de son histoire, le Parti du peuple a d'ailleurs pris la première place dans les enquêtes d'opinion.

Il pourrait rejoindre un gouvernement formé par le Parti libéral (le Parti du peuple a soutenu les gouvernements d'Anders Fogh Rasmussen (2001-2009) et de Lars Lokke Rasmussen (2009-2011) sans toutefois en être membre). Kristian Thulesen Dahl a indiqué qu'il se voyait gouverner aussi bien avec les libéraux qu'avec les sociaux-démocrates. Des propos qui ont d'ailleurs été approuvés par Dennis Kristensen, leader (controversé) du Syndicat des employés de la fonction publique (Forbundet af Offentligt Ansatte, FOA), 3e force syndicale du pays.

Le 1er mai dernier, Kristian Thulesen Dahl a encore affirmé que « *les travailleurs danois ont beaucoup à gagner si le Parti du peuple et le Parti social-démocrate se rapprochent l'un de l'autre* ». « *Je ne nous vois pas dans un gouvernement avec les sociaux-démocrates, mais si former un gouvernement devient aussi difficile que cela a été le cas dans les années 1980, je nous vois gouverner avec n'importe quelle force politique* » a souligné Soren Espersen.

L'IMMIGRATION AU COEUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

« *Les bons résultats du pays ont fait passer les questions économiques à l'arrière-plan. L'immigration devrait être au coeur des élections législatives, ce qui bénéficiera au Parti du peuple et au Parti libéral. Les Danois considèrent que la droite est meilleure pour gérer la sécurité et l'immigration* » affirme Rune Stubager, professeur de science politique à l'université d'Aarhus.

Le 3 janvier dernier, la Première ministre a présenté un nouveau plan d'intégration, intitulé *Alle skal bidrage* (Tout le monde doit contribuer), le 22e dans le pays depuis 1999, qui prévoit un meilleur encadrement des immigrés vivant au Danemark. Les mesures proposées ont pour objectif d'offrir un emploi à 30 000 immigrés. Actuellement, seul un quart des réfugiés entrés au Danemark entre 2000 et 2003 auraient un emploi, une proportion très faible plus de 10 ans après leur arrivée. Les plus jeunes des immigrés devront également suivre des cours de danois ainsi qu'une formation de façon à pouvoir plus aisément décrocher un emploi. Même la reine Margrethe II s'est exprimée au début de cette année sur l'immigration, un événement extrêmement rare.

Les attentats du 14 février dernier ont remis les questions de sécurité et d'immigration à l'agenda. Ce jour-là, Omar Abdel Hamid el-Husseini, Danois d'origine palestinienne, assassinait le cinéaste Finn Norgaard au cours d'un débat sur la liberté d'expression organisé après les attentats sanglants de Paris (7-9 janvier 2015) à la Maison de la culture Krutttonden, dans le quartier d'Osterbro à Copenhague. Quelques heures plus tard, il tuait Dan Uzan, membre de la communauté juive, devant la grande synagogue de Copenhague que le jeune homme était chargé de surveiller. 5 policiers avaient également été blessés lors de cette folle nuit. Le terroriste avait été abattu par la police le lendemain.

Le Danemark a accueilli 64 874 immigrés en 2014, soit une hausse de 15% par rapport à 2013. La grande majorité (40 059) vient des pays occidentaux ; 24 815 du reste du monde. En 2014, le royaume a reçu 14 800 demandeurs d'asile. Les Turcs sont les immigrants les plus nombreux et représentent 9,8% de l'ensemble. Les Polonais constituent la 2e communauté (5,8%) ; les Allemands, la 3e (5,1%) et les Irakiens, la 4e (4,9%). Au Danemark, un immigrant est une personne née dans le pays de parents non Danois. Si ces derniers sont naturalisés, la personne n'est plus considérée comme un immigrant.

« *Après les attentats, nous avons besoin de coopération pour nous assurer que nous gardons un pas d'avance sur les criminels, les trafiquants d'êtres humains et le*

crime organisé » a déclaré Helle Thorning-Schmidt. Elle a appelé dès octobre 2014 à un référendum sur la participation du Danemark à 22 des 50 dispositions juridiques auxquelles le pays n'a pas accès compte tenu de son exemption du volet Justice et Affaires intérieures (JAI) du traité de Maastricht (Copenhague est également exempté de l'Union économique et monétaire (UEM), de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et du volet Citoyenneté européenne). Parmi les 22 mesures juridiques évoquées figurent la directive relative à l'assistance juridique transfrontalière, celle sur la cybercriminalité, celle contre l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants et celle sur la contrefaçon. Le référendum sera organisé avant le mois d'avril 2016.

Le Parti du peuple demande un renforcement de la politique de sécurité et de la lutte contre la radicalisation musulmane mais il est opposé à la levée de la cause d'exemption. Précisons que même si les Danois votent lors du référendum pour la participation de leur pays à certaines dispositions juridiques du volet Justice et Affaires intérieures, Copenhague restera en dehors de la politique européenne d'immigration et d'asile.

Le gouvernement danois est également favorable à une adhésion du pays à l'Union bancaire européenne. Le Folketing peut décider seul de la rejoindre sans passer par un référendum si les 2/3 des députés votent pour. Le Parti libéral est d'ailleurs partisan d'une telle mesure. « *le gouvernement a décidé que le Danemark devait rejoindre l'Union bancaire de la zone euro sans demander leur avis aux Danois. L'Union bancaire est naturelle pour les pays de la zone euro, reste à savoir si le gouvernement prépare le Danemark à l'euro. La population danoise a rejeté l'euro à deux reprises par référendum et le gouvernement ne respecte pas cette décision* » a affirmé Kristian Thulesen Dahl.

LE SYSTÈME POLITIQUE DANOIS

Le *Folketing*, chambre unique du Parlement, comprend 179 membres élus pour 4 ans par les seuls Danois résidant dans le royaume au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Lagüe. Les électeurs peuvent voter en faveur d'une liste présentée par un parti ou d'un candidat indépendant. Les partis représentés au parlement sont autorisés à présenter des listes de candidats, les partis

non représentés doivent obligatoirement recueillir un nombre de signatures correspondant à 1/175e des suffrages déclarés valides lors du précédent scrutin législatif. Enfin, les candidats indépendants doivent être recommandés par au moins 150 électeurs de la circonscription dans laquelle ils souhaitent se présenter. Les provinces du Groenland et des îles Féroé disposent chacune de 2 députés. Les 175 autres sièges sont répartis entre 3 régions – Copenhague, le Jutland et les îles – subdivisées en 3 circonscriptions urbaines et 7 circonscriptions rurales. Le nombre de sièges alloués à chacune d'entre elles, proportionnel au nombre de ses habitants, est revu tous les 5 ans. Le calcul effectué (addition de la population, du nombre d'électeurs aux dernières élections législatives et de la surface de la circonscription en km² multipliée par 20, le résultat étant ensuite divisé par 175) favorise les régions les plus faiblement peuplées.

Si les principes d'organisation des élections législatives sont inscrits dans la Constitution danoise de 1953, en revanche, le royaume ne possède pas de règle pour la conduite de la campagne électorale et n'impose aucune limite en matière de financement du scrutin. Tout parti ayant recueilli au moins 1 000 voix perçoit des fonds publics (26,50 couronnes, soit 3,55 €, par suffrage obtenu).

La répartition des sièges du parlement se fait en deux temps, tout d'abord par parti puis par candidat. 135 des 175 sièges du *Folketing* sont des sièges de circonscription, les 40 restants sont appelés sièges compensatoires. Ils sont distribués selon le nombre de voix obtenues par les partis au niveau national. Ce mode de répartition aide à assurer une plus juste représentation nationale des «petits» partis. Pour accéder à la répartition des sièges compensatoires, un parti doit avoir obtenu un minimum de sièges dans une circonscription donnée ou un nombre de suffrages supérieur ou égal au nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège dans au moins 2 des 3 régions du royaume ou encore au moins 2% des suffrages exprimés au niveau national.

8 partis politiques sont représentés dans l'actuel *Folketing* :

– Le Parti social-démocrate (SD), fondé en 1871 et dirigé depuis avril 2005 par la Première ministre sortante Helle

Thorning-Schmidt. Principal parti du gouvernement, il possède 44 sièges ;

– Le Parti socialiste populaire (SF), parti d'opposition créé en 1959 par un ancien président du Parti communiste exclu pour avoir critiqué l'intervention de l'Union soviétique en Hongrie en 1956. Rassemblant socialistes et écologistes et conduit par Pia Olsen Dyhr, il compte 16 députés ;

– Le Parti social-libéral (RV), parti de centre gauche créé en 1905 après une scission du Parti libéral. Dirigé par Morten Ostergaard et membre de la coalition gouvernementale sortante, il possède 17 sièges ;

– la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E), fondée en 1989 et fruit de l'alliance du Parti communiste (DKP), du Parti des travailleurs socialistes (SA) et de la Gauche socialiste (VS). Dirigée par un comité exécutif de 25 personnes, sa porte-parole, également dirigeante du groupe parlementaire du parti, s'appelle Johanne

Schmidt-Nielsen. Le parti compte 12 députés.

Ces 4 partis composent le Bloc rouge, soit le bloc des forces de gauche.

– Le Parti libéral (V), parti libéral et agrarien de l'ancien Premier ministre (2009-2011) Lars Lokke Rasmussen. Fondé en 1870, il possède 47 sièges ;

– Le Parti du peuple danois (DF), parti populiste d'extrême droite fondée en 1995 et dirigé depuis 2012 par Kristian Thulesen Dahl, compte 22 députés ;

– Le Parti populaire conservateur (KF), fondé en 1915 et emmené par Soren Pape Poulsen, possède 8 sièges.

Ces 3 partis forment le Bloc bleu qui rassemble les forces de droite.

– Alliance libérale, fondée en 2007 par des dissidents du Parti social-libéral et du Parti populaire conservateur. Dirigée par Anders Samuelsen, elle possède 9 sièges.

Rappel des résultats des élections législatives du 15 septembre 2011 au Danemark

Participation : 87,7%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti libéral (V)	947 725	26,70	47
Parti social-démocrate (SD)	879 615	24,80	44
Parti du peuple danois (DF)	436 726	12,30	22
Parti social-libéral (RV)	336 698	9,50	17
Parti socialiste populaire (SF)	326 192	9,20	16
Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E)	236 860	6,70	12
Alliance libérale	176 585	5	9
Parti populaire conservateur (KF)	175 047	4,90	8
Chrétiens-démocrates (KD)	28 070	0,80	0
Indépendants	1 850	0,05	0

Source : <http://www.dst.dk/en/Statistik/emner/valg/folketingsvalg.aspx>

Le Parti social-démocrate a conservé 3 des 5 régions du pays (Hovedstaden, Midtjylland (Jutland central) et Nordjylland (Nord Jutland)) lors des élections régionales du 19 novembre 2013. Il a également remporté les 4 principales villes du royaume (Copenhague, Aarhus, Aalborg – avec la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte –, et Odense) lors du scrutin municipal qui se déroulait le même jour même si, à l'issue de ces élections locales, la majorité des 98 municipalités qu'abrite le Danemark sont dirigées par les libéraux. Le parti libéral a également remporté les régions de Sjælland (Zélande) et de Syddanmark (Danemark du Sud).

Aux élections municipales, les sociaux-démocrates ont recueilli 29,5% des suffrages (774 sièges, -27) et les libéraux 26,6% (746 élus, +67). La Liste de l'unité-Alliance rouge-verte a réalisé une percée avec 6,9% des suffrages (119 sièges, soit +115), doublant son résultat à Copenhague. La violente opposition du parti aux réformes du marché du travail et des impôts a porté ses fruits. Sa progression s'est faite aux dépens du Parti socialiste populaire.

Aux élections européennes de mai 2014, le Parti du peuple est arrivé en tête avec 26,6% des suffrages et 4 sièges. Les sociaux-démocrates ont pris la 2e place avec 19,1% des voix (3 sièges) suivis par les libéraux (16,7% des voix et 2 sièges). Un peu plus de la moitié des Danois se sont rendus aux urnes (56,32%).

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Voxmeter et publiée le 27 mai crédite le Parti social-démocrate de 24,7% des suffrages. Il est suivi du Parti libéral, qui recueillerait 23,8% et du Parti du peuple, qui obtiendrait 18,4%. L'Alliance libérale est créditée de 7,8% des intentions de vote, la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte de 7,7%, le Parti socialiste populaire de 6,2%, le Parti social-libéral de 5,8% et le Parti populaire conservateur de 3,2%.

Avec 54,3% des suffrages, le Bloc bleu devancerait donc le Bloc rouge, qui obtiendrait 45,6% des suffrages. 5 sondages ont été publiés le jour de l'annonce de la date du scrutin et tous donnent le Bloc bleu vainqueur. En revanche, la moitié des Danois (49%) préférerait voir Helle Thorning-Schmidt au poste de Premier ministre, 38% plébiscitent Lars Lokke Rasmussen selon une enquête réalisée par l'institut Megafin pour la chaîne de télévision TV2 et le quotidien *Politiken*. La majorité des primo-votants, soit les jeunes appelés aux urnes pour la première fois, choisissent également les forces d'opposition : 52,2% pour 47,8% qui s'apprêtent à voter pour le camp de gauche.

Enfin, un premier débat télévisé a opposé les différents candidats au poste de Premier ministre le 27 mai. Selon le sondage réalisé par l'institut Megafin pour TV2 et *Politiken*, le dirigeant populiste Kristian Thulesen Dahl a été la personnalité la plus performante de cette émission (44% des téléspectateurs).

Les populistes deviennent le premier parti de droite au Danemark

Résumé :

Tremblement de terre au Danemark – et en Europe – où le Parti du peuple (DF) est arrivé en 2e position derrière le Parti social-démocrate (SD) de la Première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt qui a obtenu 26,3% des suffrages mais à la première place des partis de droite lors des élections législatives le 18 juin. Le parti dirigé par Kristian Thulesen Dahl a recueilli 21,1% des suffrages et remporté 37 sièges au Folketing, chambre unique du parlement (+ 15 par rapport aux précédentes élections législatives du 15 septembre 2011).

Il a confirmé que son résultat des élections européennes n'était pas un « accident » (il était arrivé largement en tête avec 26,6% des suffrages) et il a élargi sa base électorale en attirant de nouveaux votants, plus jeunes et issus de la classe moyenne. Le parti a

Résultats

réalisé ses résultats les plus élevés dans le Sud du Danemark et notamment dans le sud du Jutland, région frontalière de l'Allemagne. Enfin, la personnalité de Kristian Thulesen Dahl, aux propos plus modérés que ceux de la précédente dirigeante du parti Pia Kjaersgaard, a beaucoup contribué à la hausse du score enregistré. Alors que le Parti du peuple avait depuis plusieurs années imposé son agenda à l'ensemble des partis du royaume, il a choisi pour le scrutin du 18 juin de centrer son discours sur la défense de l'Etat-providence, comme désormais la plupart des populistes en Europe. « Le Parti du peuple se présente comme le Parti social-démocrate des origines, généreux sur le plan social et préoccupé par la situation des plus défavorisés » affirme Marlene Wind, politologue.

Les populistes ont devancé le Parti libéral (V) de l'ancien Premier ministre (2009-2011) Lars Lokke Rasmussen, qui a obtenu 19,5% des voix – son plus faible résultat depuis 25 ans – et 34 députés (- 13, soit le plus fort recul de l'ensemble des partis à ces élections).

L'Alliance libérale (LA) dirigée par Anders Samuelsen a recueilli 7,5% des suffrages et remporté 13 élus (+ 4). Le Parti populaire conservateur (KF), emmené par Soren Pape Poulsen, a obtenu 3,4% des voix et 6 sièges (- 2).

« Deux questions seront décisives, avait affirmé avant le scrutin, Kasper Hansen, professeur de science politique de l'université de Copenhague *l'Etat-providence et l'immigration, la première bénéficie à la gauche et la deuxième à la droite* ». Cette dernière s'est donc imposée mais une grande partie des Danois ont voulu

voter à la fois pour le maintien de l'Etat-providence et pour une réduction de l'immigration en choisissant de donner leur voix aux populistes.

Le Bloc bleu de l'opposition de droite s'est imposé mais seulement d'une courte tête. Il a obtenu 51,4% des suffrages et 90 sièges (+4) contre 48,6% et 85 élus (- 4) au Bloc rouge rassemblant les partis de gauche.

Le Parti social-démocrate (SD) de la Première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt est arrivé en tête du scrutin avec 26,3% des suffrages et 47 sièges (+3). La Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E), opposée à la politique menée par la chef du gouvernement, est devenue le 2e parti de gauche du pays avec 7,8% des voix et 14 sièges (+ 2).

A l'inverse, le Parti social-libéral (RV) de Morten Ostergaard, paie sa participation à la coalition gouvernementale sortante obtenant 4,6% des voix et 6 sièges (-9). Le Parti socialiste populaire (SF), dirigé par Pia Olsen Dyhr, partage le même sort avec 4,2% des voix et 7 élus (-9).

Le recul de ces 2 derniers partis bénéficie à l'Alternative (A), récemment créée par l'ancien ministre de la Culture (2011-2012) Uffe Elbaek qui, pour sa première compétition électorale, a obtenu 4,8% des suffrages et 9 députés.

La participation a été très légèrement inférieure à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 15 septembre 2011 et s'est élevée à 85,8% (-1,9 point).

Résultats des élections législatives du 18 juin 2015 au Danemark

Participation : 85,80%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SD)	925 636	26,30	47
Parti du peuple danois (DF)	741 539	21,10	37
Parti libéral (V)	684 521	19,50	34
Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E)	273 937	7,80	14
Alliance libérale (LA)	264 489	7,50	13
Alternative (A)	168 619	4,80	9
Parti social-libéral (RV)	160 697	4,60	8
Parti socialiste populaire (SF)	148 056	4,20	7
Parti populaire conservateur (KF)	118 032	3,40	6
Chrétiens-démocrates (KD)	29 166	0,80	0

Source : <http://www.dr.dk/nyheder/politik/valg2015/resultat>

LES POPULISTES, PREMIER PARTI DE DROITE DU DANEMARK

« *Le Parti du peuple est en train de devenir un véritable parti populaire, ce pour quoi nous nous battons depuis des années. Nous sommes un parti auquel les autres ne peuvent pas échapper, un parti qu'il faut prendre au sérieux dans ce pays* » a déclaré son dirigeant Kristian Thulesen Dahl à l'annonce des résultats.

Tout au long de la campagne électorale, le Parti du peuple a répété qu'il n'était pas forcément intéressé par une participation au gouvernement avec les Libéraux. « *Ce qui nous intéresse, c'est d'avoir une influence politique. Nous agissons de façon à avoir une influence maximale. Si c'est en étant membre du gouvernement, nous entrerons au gouvernement. Si c'est en restant hors de celui-ci, nous resterons en dehors* » a-t-il souligné Kristian Thulesen Dahl.

L'éventuel maintien de cette position et donc le refus des populistes de gouverner pourrait cependant être mal compris par ses électeurs. Selon une enquête d'opinion, 69% d'entre eux souhaitent que leur parti entre au gouvernement. « *Cela semble en effet suspect qu'ils évitent toujours d'assumer des responsabilités. C'est facile en tant que parti de pointer du doigt quand on reste assis à l'arrière de la voiture. On ne prend aucun risque. Et donc probablement beaucoup de personnes attendent de voir s'ils vont accepter des postes ministériels, y compris certains de leurs électeurs, qui ne comprendraient pas qu'ils crient toujours au scandale dans plusieurs domaines et ne saisissent pas l'opportunité de changer les choses quand ils le peuvent* » a indiqué Martin Lemberg-Pedersen de l'université de Copenhague.

Le parti n'a encore pris aucune décision. « *Nous pensons que nous disposerons d'une plus grande influence en restant hors du gouvernement de Lars Lokke Rasmussen et en le rendant totalement dépendant de nous* » a indiqué le député européen Morten Messerschmidt (DF), revenu à la politique nationale à l'occasion des élections législatives du 18 juin.

Le Parti du peuple et le Parti libéral s'opposent sur deux points essentiels : l'Etat-providence, que les populistes veulent à tout prix préserver (ils ont d'ailleurs fait campagne sur une augmentation de 0,8% des dépenses

publiques lors de la prochaine législature) tandis que les Libéraux sont partisans d'une stagnation des dépenses publiques, et l'Europe : les Libéraux sont pro-européens quand les populistes sont favorables à une sortie du royaume de l'Union. Ils souhaitent d'ailleurs que le Danemark organise comme le Royaume-Uni un référendum sur ce sujet.

« *Les jours qui viennent vont permettre de dire s'il est possible de trouver une majorité pour un programme gouvernemental qui va mener le Danemark dans la bonne direction. Ce soir, on nous a donné une chance, mais seulement une chance, de prendre le leadership au Danemark* » a déclaré Lars Lokke Rasmussen après l'annonce des résultats. « *Ce que je propose, c'est de prendre la tête du gouvernement* » a-t-il ajouté. Le dirigeant libéral a reconnu que son parti avait perdu des électeurs. « *Nous n'avons pas eu de très bons résultats mais la majorité estime que le Danemark doit changer de gouvernement* » a-t-il cependant souligné.

Les Libéraux avaient mis l'accent sur les questions d'immigration dans les derniers jours de campagne, ce thème constituant selon les sondages un point central capable de faire basculer les Danois encore indécis. Ils avaient affirmé que s'ils accédaient au pouvoir, ils « *arrêteraient immédiatement l'afflux massif de demandeurs d'asile* » et convoquerait une session d'urgence du parlement cet été pour voter une réforme de l'asile. Lars Lokke Rasmussen avait proposé un plan en huit points parmi lesquels figuraient l'obligation d'avoir un emploi et de parler danois pour obtenir le droit de résider de façon permanente dans le royaume, la réduction des allocations sociales versées aux demandeurs d'asile et le retrait de la citoyenneté danoise à toute personne considérée comme « *suspecte de terrorisme* ».

Comme on l'observe le plus souvent en Europe, les Danois, dont une grande partie estiment que leur pays accueille un trop grand nombre de demandeurs d'asile (plus de 14 000 en 2014 contre environ 4 000 en 2011 selon les chiffres donnés par Kristian Thulesen Dahl), ont préféré l'original à la copie et ont préféré se tourner vers le Parti du peuple pour remédier à cette situation.

LA GAUCHE SANCTIONNÉE

La Première ministre Helle Thorning-Schmidt a très tôt reconnu sa défaite, annonçant sa démission de la présidence du parti social-démocrate. « *J'assume l'entière responsabilité des actions du gouvernement et de mes décisions. J'ai été la première femme Premier ministre du Danemark et je ne serai pas la dernière* » a-t-elle souligné en déclarant qu'elle mettait fin à ses fonctions à la tête de son parti.

De nombreux analystes avaient indiqué que les élections législatives se joueraient sur une seule question : le Danemark va-t-il mieux qu'il y a 4 ans ? Durant sa campagne électorale, la chef du gouvernement sortant s'est appuyée sur son (bon) bilan socioéconomique : croissance du PIB de 0,4% au premier trimestre 2015 (qui est le 7^e trimestre de croissance d'affilée, une première depuis 2000), consommation des ménages en hausse de 0,7% par rapport au dernier trimestre de 2014, taux de chômage de 4,8% en avril, soit le niveau le plus faible depuis mai 2009.

La Première ministre s'était également engagée dans la défense de l'Etat-providence, estimant qu'« *il ne suffisait pas d'avoir remis l'économie sur les rails. Il existe quelque chose d'encore plus important, c'est que nous avons les moyens d'avoir une société solidaire dans laquelle nous pouvons nous occuper les uns des autres* ».

Tout cela n'aura cependant pas été suffisant. Helle Thorning-Schmidt a perdu un grand nombre d'électeurs sur sa gauche dont beaucoup de sympathisants reprochent au gouvernement sortant d'avoir poursuivi la politique de rigueur budgétaire initiée par le Parti libéral et d'avoir oublié ses promesses de campagne en baissant l'impôt sur les sociétés de 3 points (de 25 à 22%), en réduisant les bourses accordées aux étudiants et les allocations chômage et en vendant pour 8 milliards de couronnes (1,07 milliard €) en novembre 2013 19% de la compagnie publique Dong Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. Cette privatisation avait entraîné en janvier 2014 la démission des 6 ministres du Parti populaire socialiste du gouvernement.

Le 27 mai dernier, alors qu'elle annonçait la date des élections législatives, Helle Thorning-Schmidt avait

tenté de donner des gages aux électeurs de gauche en rendant publiques plusieurs mesures en faveur de la santé, de la situation des personnes âgées, de l'éducation et de la recherche publique dans les technologies vertes.

Enfin, les sociaux-démocrates avaient considérablement durci leur discours sur l'immigration mais cette fois encore, cela a bénéficié au Parti du peuple. Au total, si le Parti social-démocrate a gagné des électeurs au centre, il a cependant trop perdu sur sa gauche pour se maintenir au pouvoir.

QUI EST LARS LOKKE RASMUSSEN ?

Agé de 51 ans et originaire de Vejle (Sud du Jutland), Lars Lokke Rasmussen est diplômé de droit de l'université de Copenhague. Il a travaillé 5 ans comme consultant indépendant après l'obtention de son diplôme.

Il a débuté sa carrière politique au niveau local comme conseiller municipal de Græsted-Gilleleje (Nord-Est de l'île de Sjælland) en 1986. Il entre au Folketing en 1994 devient préfet de Frederiksborg en 1998. En 2001, il est nommé ministre de l'Intérieur et de la Santé dans le gouvernement d'Anders Fogh Rasmussen (V). 6 ans plus tard, il prend le portefeuille des Finances qu'il conservera jusqu'à sa désignation au poste de Premier ministre en 2009, année où il remplace Anders Fogh Rasmussen, nommé secrétaire général de l'OTAN. Lars Lokke Rasmussen est alors le plus jeune chef de gouvernement du Danemark.

Il perd les élections législatives du 15 septembre 2011 et doit céder sa place de Premier ministre, mais reste leader de l'opposition.

Lars Lokke Rasmussen pourrait donc retrouver la demeure de Marienborg, résidence du Premier ministre danois depuis 1962. « *Demain j'irai voir la reine Margrethe II pour lui dire que le gouvernement démissionne. C'est maintenant à Lars Lokke Rasmussen d'essayer de former un gouvernement* » a déclaré la Première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt dès l'annonce des résultats.

La tâche risque d'être compliquée pour le dirigeant du Parti libéral devancé par le Parti du peuple danois, qui possèdera une faible marge de manœuvre. La

formation du gouvernement, traditionnellement assez rapide au Danemark, avait néanmoins pris 17 jours en septembre 2011, un record dans le royaume.

Si le Parti libéral de Lars Lokke Rasmussen parvient à former la prochaine coalition gouvernementale, 3 des 4 pays nordiques – Danemark, Finlande et Norvège

– seront gouvernés par des forces de droite, ce qui constituera une première depuis 1945. Et si le Parti du peuple choisit d’entrer au gouvernement, chacun des 3 gouvernements disposerait d’un parti populiste en son sein.

Retrouvez l’ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d’utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l’Europe. Elle développe des études sur l’Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l’étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l’organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.